Document generated on 07/08/2025 4:20 a.m.

Les Cahiers de droit

In memoriam Marlène Cano

Michelle Boivin

Volume 36, Number 1, 1995

URI: https://id.erudit.org/iderudit/043320ar
DOI: https://doi.org/10.7202/043320ar

See table of contents

Publisher(s)

Faculté de droit de l'Université Laval

ISSN

0007-974X (print)
1918-8218 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Boivin, M. (1995). *In memoriam* Marlène Cano. *Les Cahiers de droit*, *36*(1), 3–4. https://doi.org/10.7202/043320ar

Tous droits réservés © Faculté de droit de l'Université Laval, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le présent numéro spécial des Cahiers de Droit, *consacré à l'influence du féminisme sur le droit au Québec, est dédié à la mémoire de maître Marlène Cano.*

In memoriam

Marlène CANO (1955-1994)

Maître Marlène Cano, professeure à la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa depuis 1987, est décédée d'un cancer du sein, le 6 septembre 1994, à l'âge de 38 ans. Titulaire d'une licence en droit de l'Université Laval, d'un diplôme d'études notariales et d'une maîtrise en droit de l'Université Queen's, elle a enseigné, entre autres, le droit de la famille, la médiation et les procédures non contentieuses. Ses publications, dans ces différents domaines, témoignent éloquemment de l'intégration des perspectives féministes en droit.

Outre son travail de professeure et de chercheuse, Marlène Cano a assumé des fonctions administratives ; elle a été la première femme à occuper le poste de vice-doyenne de la Section de droit civil à Ottawa (1991-1993). De plus, elle a milité au sein d'organismes voués à l'amélioration de la situation juridique des femmes et des enfants, notamment comme co-rédactrice francophone de la *Revue Femmes et droit*, comme fondatrice du Comité des droits des femmes au sein de la Fédération interaméricaine des avocats et comme coordonnatrice d'un groupe de recherche interdisciplinaire et international sur la violence faite aux femmes.

Le cercle — hélas si réduit — des juristes féministes francophones du Canada a perdu une alliée précieuse et engagée, au moment même où, la permanence assurée, le vice-décanat terminé et un premier congé sabbatique autorisé, elle aurait pu consacrer une plus grande part de son temps à la recherche et à la rédaction qui lui importaient tant. Un peu de temps aussi pour contempler à loisir et avec plaisir l'évolution et l'épanouissement de sa fille, Marie-Noëlle, le cœur de sa vie. Un sort cruel et absurde. Nous la pleurons encore. Et pour longtemps.

Michelle Boivin,
professeure titulaire
Université d'Ottawa